

Compte-rendu
Réunion FMSD France
« Initiative française du FMSD sur les enjeux de la recherche »
30 novembre 2011

Présents :

Pierre Chantelot (SNESUP)	Claude Millier (NSS Dialogues)
Hélène Conjeaud (Sauvons l'université)	Chantal Pacteau (SNCS)
Janine Guespin (Espaces Marx)	Patrick Pénicaud (Sybaris)
Denise Hemmerdinger (Hhorages, CRIIGEN)	Jean-Jacques Perrier (Vivagora)
André Jaeglé (FMTS, ASTS)	Fabien Piasecki (FMSD, Fondation Sciences Citoyennes)
Guy Kastler (Réseau Semences Paysannes)	Emmanuel Saint-James (Sauvons la recherche)
Simon Lincelles (Ars Industrialis)	Vaia Tuuhia (4D, CRID)

Excusés : Vecam, Petits Débrouillards, AITEC, RES, Appel des appels.

Comme convenu lors de la réunion du 30 novembre, ce compte-rendu ne présentera pas l'ensemble des discussions abordées mais tâchera d'identifier une liste d'ateliers répondant au mieux aux attentes des uns et des autres.

NB. Merci à Denise Hemmerdinger pour la prise de notes.

Cette deuxième réunion a montré que cette initiative du FMSD devait être placée sous le signe de la proposition d'alternatives et non sous celui de la dénonciation. Par ailleurs, il est apparu très vite que la distinction « tables de controverses » / « tables de convergences » n'avait pas lieu d'être dans le cadre de l'événement que nous sommes en train de définir.

Les thèmes discutés lors de la première réunion ont été affinés par les analyses et préoccupations des uns et des autres. Un certain nombre d'entre eux « sort du lot » et traverse les problématiques traitées par nos organisations. L'ordre des ateliers proposés ci-dessous ne présume d'aucune hiérarchie entre les sujets à traiter.

La recherche participative ou la démocratisation des sciences en action : La question de la recherche participative est une question scientifique (approches et méthodologies), politique (orientation de la recherche au regard des objectifs et besoins sociétaux) et citoyenne (fonctionnement démocratique, implication des citoyens). La recherche participative fait donc partie intégrante du processus de la démocratisation des sciences. La recherche en partenariat avec les acteurs de la société civile et l'implication des organisations de la société civile dans la gouvernance de la recherche et de l'innovation constituent un mode original et novateur de production de savoirs/connaissances. Ce dernier a un énorme potentiel pour contribuer à une société écologiquement et socialement plus juste et responsable, mais reste encore marginale

et marginalisé.

Il s'agira de témoigner des expériences menées au cours des dernières années et d'avancer des pistes pour que la pratique de la recherche participative soit reconnue dans l'évaluation des chercheurs.

La responsabilité des chercheurs ou le grand écart entre « toxicité » potentielle et citoyenneté : Dans un système en crise, il est de bon ton de renvoyer la responsabilité d'une catastrophe sanitaire ou environnementale, des conséquences d'un mauvais choix politique ou financier vers une entité impalpable, intangible : l'État, le marché, les décideurs mais aussi les scientifiques. La réalité est bien plus complexe que cela. Pour ce qui concerne les sciences et les technologies, la relation entre le chercheur, ses recherches et leurs applications industrielles, commerciales ou financières mérite d'être interrogée. Il semble aberrant de culpabiliser les chercheurs *a priori*. La science perdrait sa raison d'être si elle ne permettait plus l'exploration de champs inconnus ou mal connus. Pour autant un chercheur au fait des applications de ses travaux n'a-t-il pas un devoir moral et/ou citoyen ?

Il s'agira d'identifier comment un chercheur peut ou doit exercer sa responsabilité dès lors qu'une de ses recherches passe au stade de l'expérimentation et de l'application industrielle, financière ou commerciale.

Être (enseignants-)chercheurs sans être concurrents, de nouvelles valeurs pour la recherche : Les crises sanitaires, environnementales et financières ont écorné le blanc-seing accordé aux chercheurs et aux scientifiques. Parallèlement à ce phénomène la mise en concurrence des universités, des laboratoires et des chercheurs eux-mêmes dénature le travail scientifique au nom de la sacro-sainte compétitivité. Recherche de financements, contrats sur projet, évaluations, course aux brevets et obligations de résultats viennent pervertir voire précariser le quotidien des chercheurs. Dans un tel contexte, quelles alternatives sont envisageables ? Comment les organisations et syndicats travaillant sur ces problématiques peuvent aider à infléchir la tendance actuelle ?

Il s'agira, au-delà du constat sur les conditions de travail des scientifiques, d'envisager un dialogue et des initiatives communes entre organisations d'enseignants ou de chercheurs (SLR, SLU, syndicats...) et les autres organisations du mouvement social.

Enseignement supérieur et recherche, une mise en cohérence nécessaire : Repenser les politiques et les agendas de recherche ne pourra se faire sans une cohérence effective avec les programmes de l'enseignement supérieur. Devenir chercheur ou travailleur scientifique pourrait-il s'envisager aujourd'hui sans formation à l'éthique, à l'épistémologie ou à l'histoire des sciences ? Comment les organisations de la société civile non marchande pourraient « entrer » à l'université pour exposer, avant même l'entrée des étudiants dans la vie active, d'autres manières de valoriser les compétences acquises ou encore de débattre sur les responsabilités qui incombent aux travailleurs scientifiques dans un monde « fini » ?

Il s'agira d'identifier les pistes de refonte du système d'enseignement supérieur à la lumière des propositions émanant des acteurs universitaires et de la société civile non marchande (associations, syndicats, collectivités territoriales, collectifs formels et informels...).

Faire coexister les différents savoirs : Les savoirs traditionnels et endogènes ont trop longtemps été dénigrés au profit d'un savoir scientifique qui n'a pourtant pas hésité à les piller allégrement. Il faut aujourd'hui dépasser cette posture et réfléchir à la manière de faire coexister ces connaissances pour envisager un monde socialement et

écologiquement plus juste et responsable où la technoscience ne serait pas considérée comme un remède à tous les maux. La notion de *biens communs de la connaissance* et leur promotion constitue une des pistes à explorer pour éviter une hiérarchisation des savoirs.

Il s'agira de réfléchir aux apports des différents types de savoirs et à la manière de les rendre accessibles au plus grand nombre.

NB. Ces ateliers intégreront, dans la mesure du possible, la dimension internationale des questions *Sciences et société*.

Ces ateliers seront encadrés par deux séances plénières. Comme discuté lors de la réunion du 30 novembre, la séance plénière introductive pourrait dresser un état des lieux de la situation de la recherche en France ; elle pourrait également donner la tonalité de l'événement. Ce dernier pourrait permettre la rédaction d'un cahier d'acteurs proposant un discours *cohérent* à diffuser aux organisations du mouvement social, aux institutions scientifiques et aux décideurs politiques d'une part, et à nos homologues étrangers du FMSD d'autre part. Le sujet de la séance conclusive reste à définir.

Prochaine réunion le mercredi 11 janvier 2012 de 14h à 17h.

Ordre du jour

Affinement et validation du programme

Répartition de la « responsabilité » des ateliers entre les organisations présentes

« Brainstorming » sur les organisations, personnalités et structures à inviter

Stratégie de communication autour de l'événement